

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 925

6 mai 2011

### SOMMAIRE

<b>Ardilla Segur SA</b> .....	<b>44385</b>	<b>Mortgage Backed Investments S.A.</b> .....	<b>44374</b>
<b>Arizona Lounge</b> .....	<b>44371</b>	<b>New Dawn MEP EPP Issuer CO S.A.</b> .....	<b>44390</b>
<b>Artvalue.Com</b> .....	<b>44399</b>	<b>Regal Holdings Company S.A.</b> .....	<b>44374</b>
<b>AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l.</b> .....	<b>44362</b>	<b>Salva S.A.</b> .....	<b>44358</b>
<b>Bromios S.à.r.l.</b> .....	<b>44380</b>	<b>Sanu Holding S.à.r.l.</b> .....	<b>44361</b>
<b>Celistics IP S. à r.l.</b> .....	<b>44359</b>	<b>Solar Invest International SE</b> .....	<b>44361</b>
<b>Ecka Granules Holding III S.à r.l.</b> .....	<b>44383</b>	<b>Solidus Private Equity S.à r.l.</b> .....	<b>44386</b>
<b>Ecka Granules Holding II S.à r.l.</b> .....	<b>44359</b>	<b>Strategic Ventures International S.A.</b> ....	<b>44362</b>
<b>Ecka Holding III S.à r.l.</b> .....	<b>44383</b>	<b>Talent Management S.à r.l.</b> .....	<b>44385</b>
<b>Ecka Holding II S.à r.l.</b> .....	<b>44359</b>	<b>TELITAL PARTECIPAZIONI S.A., Indus-trie per le Telecomunicazioni</b> .....	<b>44389</b>
<b>Errevi S.A.</b> .....	<b>44361</b>	<b>Thamaniah S.A.</b> .....	<b>44389</b>
<b>Eurest Luxembourg S.A.</b> .....	<b>44372</b>	<b>The TOWER S.A.</b> .....	<b>44373</b>
<b>Euroeastern S.A.</b> .....	<b>44395</b>	<b>Tignanello Properties S.A.</b> .....	<b>44394</b>
<b>Financière Epidus S.A.</b> .....	<b>44388</b>	<b>T.M.I. S.à.r.l.</b> .....	<b>44362</b>
<b>Fintecno Holding S.A.</b> .....	<b>44395</b>	<b>T.M.I. S.à.r.l.</b> .....	<b>44372</b>
<b>Fintecno S.A.</b> .....	<b>44395</b>	<b>Tracol Construction S.A.</b> .....	<b>44380</b>
<b>Gerinter S.A.</b> .....	<b>44354</b>	<b>TranSpace S.A.</b> .....	<b>44373</b>
<b>Gerinter S.A. SPF</b> .....	<b>44354</b>	<b>Trion Financial Services SA</b> .....	<b>44380</b>
<b>HiTec Investments S.A.</b> .....	<b>44390</b>	<b>Universal Business S.à r.l.</b> .....	<b>44374</b>
<b>Hospitality Services S.à r.l.</b> .....	<b>44400</b>	<b>Verillon S.à r.l.</b> .....	<b>44399</b>
<b>LSF Japan Hotel Investments II S.à r.l.</b> ...	<b>44394</b>		

**Gerinter S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,  
(anc. Gerinter S.A.).**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 8.759.

L'an deux mille dix, le trente décembre.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

**A COMPARU**

Monsieur Jacques RECKINGER, né le 14 mars 1965, maître en droit, résident professionnellement à Luxembourg ici représenté par Madame Annette Schroeder, résidant professionnellement à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II,

en vertu d'une procuration datée du 30 décembre 2010,

laquelle procuration reste jointe au présent acte.

Le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Le comparant déclare être l'actionnaire unique de la société anonyme holding dénommée GERINTER S.A. (ci-après la "Société") ayant son siège social au 40, boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg section B n°8759.

Ladite société a été constituée en date du 17 décembre 1969, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de 1970, numéro 29, page 1357. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte sous seing privé, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 267 du 16 février 2002.

La société a été mise en liquidation par acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 14 décembre 2010, numéro 2738, page 131420 (ci-après la "Société");

II.- Que l'actionnaire unique est valablement représenté à la présente assemblée, qui est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour;

III.- Que la société n'a pas émis d'emprunts obligataires.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Continuation de l'activité de la société

2. Confirmations des dispositions statutaires de la société

3. Nominations statutaires

4. Changement de régime de la société anonyme holding en vue de la mettre sous le régime d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") soumise à la loi du 11 mai 2007 à compter du jour de l'assemblée et suppression dans les statuts de toutes références à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, et en particulier

et plus spécialement à ce sujet modification de:

- de l'article 4 des statuts relatif à l'objet social de la société pour lui donner la teneur suivante:

"La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tel que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ainsi que les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre:

(a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce;

(b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;

(c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire;

(d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;

(e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;

(f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial."

- modification de la dénomination de la société en GERINTER S.A.-SPF et modification subséquente de l'article 1 des statuts.

5. Refonte complète des statuts en vue de les adapter aux résolutions précédentes et aux législations en vigueur sans toutefois ne changer ni le nom, ni l'objet ni le capital, lesquels statuts auront dorénavant la nouvelle version jointe en annexe à la présente convocation.

6. Divers.

Suite à ce qui précède, l'actionnaire unique demande au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

La décision de mise en liquidation est révoquée. Les statuts de la société sont modifiés en vue donner à la Société le régime d'une société de gestion de Patrimoine Familiale (SPF) à compter de ce jour. Toute référence dans les statuts à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding est supprimée et plus spécialement:

- l'objet social se lira comme suit:

" **Art. 4.** La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tel que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ainsi que les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre:

(a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce;

(b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;

(c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire;

(d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;

(e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;

(f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient en restant dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial."

- et la dénomination sociale de la société de GERINTER S..A. se lira GERINTER S.A.-SPF et l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société est modifié comme suit:

" **Art. 1<sup>er</sup>.** La société est une société anonyme de droit luxembourgeois soumise sous le régime d'une société de gestion de Patrimoine Familial (SPF). Sa dénomination est "GERINTER S.A. "SPF".

#### *Deuxième résolution*

Sont nommés comme administrateurs pour une durée de six ans les personnes suivantes:

Monsieur Jacques RECKINGER, né à Luxembourg, le 14 mars 1965 maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Monsieur Claudio Tomassini né à Luxembourg le 31.10.1957, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40 boulevard Joseph II

Madame Annette Schroeder née à Luxembourg le 29.09.1962 employée privée, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40 boulevard Joseph II

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en l'an 2016.

et comme commissaire aux comptes, la société suivante, savoir:

Fiduciaire de Luxembourg, avec siège social au 38 boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg B 34.978. Son mandat prendre fin lors l'assemblée générale ordinaire à tenir en l'an 2011.

Toutes autres mentions relatives aux organes de la société sont à rayer.

#### *Troisième résolution*

L'actionnaire unique décide la refonte complète des statuts en vue de les adapter aux résolutions précédentes et aux législations en vigueur, lesquels statuts auront la teneur suivante:

## Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société est une société anonyme de droit luxembourgeois soumis sous le régime d'une société de gestion de Patrimoine Familial (SPF). Sa dénomination est "GERINTER S.A. SPF".

**Art. 2.** Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La Société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tel que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ainsi que les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre:

(a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce;

(b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;

(c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire;

(d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;

(e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;

(f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

**Art. 5.** Le capital souscrit de la Société est fixé à EUR 862.500, représenté par 34.500 actions d'une valeur nominale de EUR 25, chacune, entièrement libérées.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société sont réservées aux investisseurs tels que définis à l'article 3 de la loi du 11 mai 2007.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

**Art. 6.** Au lieu de plusieurs titres d'actions, la société peut délivrer un certificat donnant droit au nombre d'actions indiqué dans le certificat.

Lorsqu'un actionnaire veut aliéner des actions pour lesquels un certificat a été délivré ce certificat sera annulé et remplacé par un ou plusieurs nouveaux.

Les titres d'actions ainsi que les certificats doivent être revêtus de la signature de deux administrateurs ou si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

## Administration - Surveillance

**Art. 7.** En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins (chacun un "Administrateur"), actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 8.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 9.** Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

**Art. 10.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 11.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

**Art. 12.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

**Art. 13.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

**Art. 14.** La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

### Assemblée générale

**Art. 15.** S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi. Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier vendredi du mois de septembre à dix heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 17.** Cinq jour au moins avant la date de l'assemblée, les propriétaires de titres qui veulent y assister doivent déposer leurs titres au siège social ou dans les établissements désignés dans les avis de convocation. Ils sont admis à l'assemblée sur production de leur certificat de dépôt.

**Art. 18.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

**Art. 19.** Chaque action donne droit à une voix.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

### **Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 20.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> juillet et finit le 30 juin de l'année suivante.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la Société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 21.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 22.** La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

### **Disposition générale**

**Art. 23.** La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Le notaire a attiré l'attention du comparant tel que représenté sur la portée de l'article 308bis -4 de la loi du dix août 1915, ce que le comparant reconnaît.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: A. SCHROEDER, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 5 janvier 2011. LAC/2011/648. Reçu soixante-quinze Euros (EUR 75.-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société prénommée, aux fins de dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Luxembourg, le 30 janvier 2011.

Référence de publication: 2011023061/249.

(110027771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

---

### **Salva S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 108.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

Salva S.A.

Référence de publication: 2011040527/11.

(110045020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Celistics IP S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 147.292.

*Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 24 mars 2011 à 14:30 heures.*

Il résulte dudit procès-verbal que:

1. La démission de Monsieur Leon Fernando FIKSMAN, né le 16 janvier 1964 à Buenos Aires, Argentine avec adresse professionnelle à 17, Jose Silva Street, E - 28043 Madrid, Espagne en tant que gérant de classe A est acceptée avec effet à partir du 8 mars 2011;

2. La nomination de Monsieur Jose Luis RIERA ANDRES, né le 13 juin 1969 à Alicante, Espagne, avec adresse professionnelle à 17, Jose Silva Street, E - 28043 Madrid, Espagne en tant que gérant de classe A est acceptée avec effet au 8 mars 2011 pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

*Pour Celistics IP S.à r.l.*

Représentée par Matthijs BOGERS

*Gérant*

Référence de publication: 2011044041/21.

(110048765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

**Ecka Granules Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Ecka Holding II S.à r.l.).**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 155.496.

In the year two thousand and eleven, on the seventh day of February.

Before us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared

The company Ecka Granules Holding I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered seat at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 155464,

duly represented by Mr. Arnaud MONNIER, lawyer, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, represented as mentioned above, has requested the undersigned notary to state that it is the sole member (the "Sole Member") of the company Ecka Holding II S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 155496, incorporated by a deed of the undersigned notary, dated August 25, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2280 on October 26, 2010, whose articles have been amended by a deed of the undersigned notary dated November 26<sup>th</sup>, 2010, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company").

Such appearing party, represented as mentioned above, in its capacity of Sole Member of the Company requested the undersigned notary to state its following resolutions:

*First resolution*

The Sole Member resolved to change the name of the Company in Ecka Granules Holding II S.à r.l..

*Second resolution*

The Sole Member resolved to amend article 1 of the articles of association so as to reflect the above change of name. Consequently, article 1 of the articles of association of the Company shall read as follows:

"There is hereby formed a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Ecka Granules Holding II S.à r.l. (hereinafter the "Company") which will be governed by Luxembourg laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended and by the present Articles of Incorporation."



### *Third resolution*

The Sole Member resolved to authorize any manager of the Company to do everything necessary and incidental to the above resolutions.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately nine hundred and fifty Euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, the same signed together with the notary the present deed.

### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le sept février.

Par-devant Nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

### *A comparu:*

La société Ecka Granules Holding I S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés Luxembourg, sous le numéro B 155464,

ici représentée par Maître Arnaud MONNIER, avocat, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, représentée comme ci-avant mentionné, a demandé au notaire instrumentant de noter qu'elle est l'associée unique ("Associé Unique") de la société Ecka Holding II S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, sous le numéro B 155496, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 25 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2280, le 26 octobre 2010, dont les statuts ont été modifiés par acte du notaire instrumentaire daté du 26 novembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci après la "Société").

Ladite partie comparante, représentée de la manière décrite ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique, a demandé au notaire instrumentant de noter ses résolutions comme suit:

### *Première résolution*

L'Associé Unique a décidé de changer la dénomination sociale de la Société en Ecka Granules Holding II S.à r.l..

### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 1 des statuts de la société afin de refléter le changement de dénomination sociale ci-avant.

En conséquence, l'article 1 des statuts de la société est remplacé par le texte qui suit:

"Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de Ecka Granules Holding II S.à r.l. (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts."

### *Troisième résolution*

L'Associé Unique a décidé d'autoriser tout gérant de la Société d'effectuer toutes les formalités nécessaires en relation avec les présentes résolutions.

### *Frais*

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à neuf cent cinquante euros.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture au mandataire, il a signé ensemble avec le notaire le présent acte.



Signé: Arnaud MONNIER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 9 février 2011. Relation GRE/2011/668. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 17 février 2011.

Référence de publication: 2011024119/93.

(110029794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

---

**Solar Invest International SE, Société Européenne.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.215.

—  
**AUSZUG**

Aus dem Verwaltungsratsbeschluss vom 23.11.2010 geht hervor, daß Herr Holger Ochs, geboren am 05.06.1970 in D-Bamberg, wohnhaft in D-91052 Erlangen, Nägelsbachstraße 49c, mit sofortiger Wirkung zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates ernannt wurde. Sein Mandat läuft nach der Hauptversammlung des Jahres 2016 ab.

Luxembourg, den 23.02.2011.

G.T. Experts comptables sàrl

Luxembourg

Unterschrift

Référence de publication: 2011040537/15.

(110045534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Sanu Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 65.857.

—  
**EXTRAIT**

Le siège social de la société SANU HOLDING S.à.r.l., RCS n° B 65.857 auprès de la société International Corporate Activities S.A., société anonyme à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 16 mars 2011.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

International Corporate Activities S.A.

Signature

Référence de publication: 2011040528/14.

(110045524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**Errevi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 128.808.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 17 mars 2011*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Madame Helena Tonini-Di Vito, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.

- En vertu de l'article 51 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, le Conseil d'administration constate qu'une place d'administrateur est vacante et décide de coopter en remplacement Monsieur Tiziano Arcangeli, employé privé, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011041667/20.

(110046188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

**Strategic Ventures International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 44.132.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2011040542/11.

(110045553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**T.M.I. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8380 Kleinbettingen, 4, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 112.757.

Les Comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011040543/9.

(110044954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 102.425.

In the year two thousand and ten, on the fifteenth day of December.

Before Me Maître Jean SECKLER, Notary residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg)

There appeared:

1. AZ Electronic Materials Midco S.à r.l. in the process of liquidation, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated in Luxembourg whose registered office is at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 102.424 (the "Sole Shareholder") holds all of the issued shares of the Company, here represented by Mr. Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a power of attorney delivered to him.

2. The "Company" is AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, incorporated by a notarial deed drawn up on 21 July 2004 under the name of "Davos Bidco S.à r.l.", published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1069, page 51.299 dated 23 October 2004 (the "Articles"), having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 102.425 and whose Articles have been amended for the last time by a notarial deed drawn up by Maître Jean Seckler on 12 October 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and changing the name of the Company from "AZ Electronic Materials S.à r.l." to "AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l."

3. Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended ("Article 200-2") provides that a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

4. The proxy form appointing the proxyholder representing the Sole Shareholder has been signed ne varietur by the Sole Shareholder.

5. The Sole Shareholder, acting in its capacity of sole shareholder of the Company, hereby passes the following written resolutions in accordance with Article 200-2:

*Resolutions  
First resolution*

The Sole Shareholder decides to amend and restate the current Articles of the Company, and in particular to change the current object clause of the Articles which shall now read as follows:

**" 3. Art. 3. Object.**

3.1 The Company's object is to, directly or indirectly, acquire, hold or dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities, by any means and to administrate, develop and manage such holding of interests or participations.

3.2 The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3 The Company may also, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means.

3.4 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies") or any other entity or person, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise;
- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;
- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law;

3.6 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above."

*Second resolution*

As a consequence of the above resolutions, the Sole Shareholder resolves that the Articles of the Company are fully restated and shall now read as follows (the "New Articles"):

**Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**1. Art. 1. Form - Corporate name.** There is formed a private limited liability company under the name "AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

**2. Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

### **3. Art. 3. Object.**

3.1 The Company's object is to, directly or indirectly, acquire, hold or dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities, by any means and to administrate, develop and manage such holding of interests or participations.

3.2 The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3 The Company may also, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means.

3.4 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies") or any other entity or person, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise;
- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;
- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law;

3.6 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

### **4. Art. 4. Duration.**

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

## **Chapter II. - Capital, Shares**

### **5. Art. 5. Share capital.**

5.1 The Company has a subscribed capital of USD 34,190,485.28 (thirty-four million one hundred ninety thousand four hundred eighty-five US Dollar and twenty-eight cents) represented by nine hundred eighty-four thousand seven hundred forty-nine (984,749) fully paid up ordinary shares (the "Ordinary Shares") The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares by decisions of the Sole Manager or in case of plurality of managers of the Board of Managers subject to the availability of funds determined by the Sole Manager or in case of plurality of managers by the Board of Managers on the basis of relevant interim accounts.

**6. Art. 6. Shares indivisibility.** Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

### **7. Art. 7. Transfer of shares.**

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

## **Chapter III. - Management**

### **8. Art. 8. Management.**

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the Shareholder(s). In case of one manager, he/it will be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance") (hereafter the "Board of Managers")

8.2 The managers need not to be Shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the Shareholder(s).

#### **9. Art. 9. Powers of the sole manager or of the board of managers.**

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

**10. Art. 10. Representation of the company.** Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any two managers.

#### **11. Art. 11. Delegation and Agent of the sole manager or of the board of managers.**

11.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any two managers may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any two managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

#### **12. Art. 12. Meeting of the board of managers.**

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers may appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all managers present or represented at the meeting.

12.8 Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

### **Chapter IV. - General meeting of shareholders**

#### **13. Art. 13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes.**

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the Shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

## Chapter V. - Business year

### 14. Art. 14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the

Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

### 15. Art. 15. Distribution right of shares.

15.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

15.4 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholder(s).

## Chapter VI. - Liquidation

### 16. Art. 16. Dissolution and Liquidation.

16.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

16.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

16.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

## Chapter VII. - Applicable Law

**17. Art. 17. Applicable law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to resign all the current managers of the Company, except with respect to Geoffrey WILD and to appoint Kenneth GREATBATCH, manager, born on 17 December 1948 in Castle Bromwich, Great Britain, whose address is located at The Chevin, Cokes Lane, Chalfont St. Giles, Buckinghamshire HP8 4UD, Great Britain, as manager of the Company.

As a result, the Company's board of managers is from now on composed by:

- Kenneth GREATBATCH, manager, born on 17 December 1948 in Castle Bromwich, Great Britain, whose address is located at The Chevin, Cokes Lane, Chalfont St. Giles, Buckinghamshire HP8 4UD, Great Britain;
- Geoffrey WILD, manager, born on 3 June 1956 in Wisbech, Great Britain, whose address is located at Apartment O, Unit 4B, 5 Hoi Ping Road, Causeway Bay, Hong-Kong.

### 6. Costs and notarial deed

6.1 The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately 1.300,-EUR.

6.2 The Notary, who understands and speaks English, states that the present deed is written in English, followed by a French version, and that at the request of the Sole Shareholder, in case of divergence between the English and the French texts, the English version will prevail.

6.3 This notarial deed was prepared in Junglinster, on the day mentioned at the beginning of this document.

7. This document having been read to the Sole Shareholder's proxyholder, who is known to the Notary by his name, first name, civil status and residence, the Sole Shareholder's proxyholder and the Notary, have together signed this deed.



### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mil dix, le quinze décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg)

#### A COMPARU:

1. AZ Electronic Materials Midco S.à r.l. en cours de liquidation, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.424 (l'"Associé Unique") détient toutes les parts sociales émises de la Société, ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration lui délivrée.

2. La "Société" est AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée par un acte notarié dressé le 21 juillet 2004 sous la dénomination "Davos Bidco S.à r.l.", publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1069, page 51.299 daté du 23 octobre 2004 (les "Statuts"), ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.425 et dont les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié de Maître Jean Seckler, notaire résidant à Junglinster, Grand Duché de Luxembourg, du 12 octobre 2010, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et changeant le nom de la Société d'"AZ Electronic Materials S.à r.l." en " AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l."

3. L'Article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 dans sa version coordonnée ("Article 200-2") dispose qu'un associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procès verbal ou rédigées par écrit.

4. Le formulaire de procuration désignant le mandataire représentant l'Associé Unique a été signé ne varietur par l'Associé Unique.

5. L'Associé Unique, agissant dans sa capacité d'associé unique de la Société, par la présente adopte les résolutions écrites suivantes conformément à l'Article 200-2:

#### *Résolutions Première résolution*

L'Associé Unique décide de modifier et de refondre les statuts de la Société et en particulier de changer l'actuel article des Statuts sur l'objet social qui aura désormais la teneur suivante:

#### **" Art. 3. Objet.**

3.1 L'objet de la société est d'acquérir, détenir ou disposer, directement ou indirectement, d'intérêts et participations dans des entités étrangères ou luxembourgeoises, par tous les moyens et d'administrer, développer et gérer ces intérêts et participations.

3.2 La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3 La Société pourra aussi, directement ou indirectement, investir dans, acquérir, détenir ou disposer de toutes sortes d'avoirs par tous moyens.

3.4 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées») ou toute autre entité ou personne, étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission, toujours sur une base privée, de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée comme performante;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;



3.6 La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci."

#### *Deuxième résolution*

Suite aux décisions ci-dessus, l'Associé Unique décide d'une refonte complète des Statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante (les "Nouveaux Statuts"):

### **"Titre I<sup>er</sup> . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée**

**1. Art. 1<sup>er</sup> . Forme - Dénomination.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l.» qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

#### **2. Art. 2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

#### **3. Art. 3. Objet.**

3.1 L'objet de la société est d'acquérir, détenir ou disposer, directement ou indirectement, d'intérêts et participations dans des entités étrangères ou luxembourgeoises, par tous les moyens et d'administrer, développer et gérer ces intérêts et participations.

3.2 La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3 La Société pourra aussi, directement ou indirectement, investir dans, acquérir, détenir ou disposer de toutes sortes d'avoirs par tous moyens.

3.4 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées») ou toute autre entité ou personne, étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission, toujours sur une base privée, de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée comme performante;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

3.6 La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.

#### **4. Art. 4. Durée.**

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

## Titre II. - Capital, Parts

### 5. Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trente-quatre millions cent quatre-vingt-dix mille quatre cent quatre-vingt-cinq dollars américains et soixante-deux centimes (USD 34.190.485,28) représenté par neuf cent quatre-vingt-quatre mille sept cent quarante-neufs (984.749) parts sociales entièrement libérées (les "Parts Sociales"). Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après comme les «Associés».

5.2 Complémentaire au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales par décisions du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance sous réserve de la disponibilité des fonds déterminée par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants par le Conseil de Gérance sur la base des comptes intermédiaires pertinents.

**6. Art. 6. Indivisibilité des parts.** Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

### 7. Art. 7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

## Titre III. - Gérance

### 8. Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associé(s). Dans le cas d'un seul gérant, il est défini ci-après comme le Gérant Unique. En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

### 9. Art. 9. Pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

**10. Art. 10. Représentation de la société.** Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de deux gérants ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par deux gérants.

### 11. Art. 11. Délégation et Agent du gérant unique et Du conseil de gérance.

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants peut/peuvent déléguer ses/leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants détermine(nt) les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

### 12. Art. 12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance peut nommer un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

12.3 Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un gérant pourra également nommer par téléphone un autre gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les gérants, est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les Gérants présents ou représentés aux réunions.

12.8 Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée à cet effet par un Gérant ou lors de la réunion du Conseil de Gérance.

#### **Titre IV. - Assemblée générale des associés**

##### **13. Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes.**

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote part écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises que seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales. Le changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

#### **Titre V. - Exercice social**

##### **14. Art. 14. Exercice social.**

14.1 L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et celui-ci prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

##### **15. Art. 15. Droit de distribution des parts.**

15.1 Le bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'Article 13.7 ci-dessus.

15.4 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant Unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l(es) Associé(s).

## Titre VI. - Liquidation

### 16. Art. 16. Dissolution et Liquidation.

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

16.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

16.3 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

## Titre VII. - Loi applicable

**17. Art. 17. Loi applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi."

### Sixième résolution

L'Associé Unique décide de révoquer tous les gérants actuels de la Société, sauf en ce qui concerne Geoffrey WILD et de nommer Kenneth GREATBATCH, gérant, né le 17 décembre 1948 à Castle Bromwich, Grande Bretagne, ayant pour adresse The Chevin, Cokes Lane, Chalfont St. Giles, Buckinghamshire HP8 4UD, Grande Bretagne, en tant que gérant de la Société.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Kenneth GREATBATCH, gérant, né le 17 décembre 1948 à Castle Bromwich, Grande Bretagne, ayant pour adresse The Chevin, Cokes Lane, Chalfont St. Giles, Buckinghamshire HP8 4UD, Grande Bretagne;

- Geoffrey WILD, gérant, né le 3 juin 1956 à Wisbech, Grande Bretagne, ayant pour adresse l'Appartement O, Unit 4B, 5 Hoi Ping Road, Causeway bay, Hong-Kong.

### 6. Frais et acte notarié

6.1 Les frais, dépenses, rémunérations ou charges de quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société comme résultant du présent acte sont estimés à 1.300,-EUR.

6.2 Le Notaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, et qu'à la demande de l'Associé Unique, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

6.3 Cet acte notarié a été préparé à Junglinster, le jour mentionné au début de ce document.

7. Ce document ayant été lu au mandataire de l' Associé Unique, qui est connu par le Notaire par son nom de famille, prénom, état civil et résidence, le mandataire de l' Associé Unique et le Notaire ont ensemble signé cet acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 décembre 2010. Relation GRE/2010/4632. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 16 février 2011.

Référence de publication: 2011024034/498.

(110029055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

### Arizona Lounge, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 2-4, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 96.292.

## DISSOLUTION

L'an deux mille onze, le vingt-six janvier.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1° Madame Dögg PETURSDOTTIR, employée, née à Reykjavik (Islande), le 5 janvier 1972, demeurant à L-6980 Rasmeldange, 37, An der Retsch;

2° Madame Sigrún PETURSDOTTIR, employée, née à Rykjavik (Islande), le 11 août 1965, demeurant à L-6988 Hostert, 11, rue Jean-Pierre Kommes.

Lesquelles comparantes ont exposé au notaire instrumentaire:

Que la société à responsabilité limitée dénommée ARIZONA LOUNGE, avec siège social à L-5326 Contern, 2-4, rue Edmond Reuter, inscrite au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 96.292,

ci-après nommée la "Société",

a été constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné le 6 octobre 2003, publié au Mémorial C numéro 1181 du 11 novembre 2003.

Les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire soussigné le 28 mai 2009, publié au Mémorial C numéro 1704 du 3 septembre 2009.

Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, entièrement libérées.

Que les comparantes déclarent être seules associées de la Société.

L'activité de la Société ayant cessé, elles déclarent expressément vouloir procéder à sa dissolution rétroactivement au 31 décembre 2010.

Que les associées se désignent comme liquidateurs de la Société, qu'en cette qualité elles requièrent le notaire instrumentant d'acter qu'elles déclarent que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre elles déclarent que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, elles assument irrévocablement et solidairement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la dite Société est réglé;

Que l'actif restant éventuel est attribué aux associées;

Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée rétroactivement au 31 décembre 2010;

Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la société;

Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans à L-2632 Findel, 7, rue de Trèves.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcription, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

#### *Pouvoirs*

Les comparantes, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparantes ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Dögg Petursdottir, Sigrún Petursdottir, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 1<sup>er</sup> février 2011. LAC/2011/5202. Reçu 75.- €.

*Le Receveur (signé): Francis Sandt.*

Pour copie conforme Délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 14 février 2011.

Référence de publication: 2011024018/52.

(110028649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

#### **T.M.I. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8380 Kleinbettingen, 4, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 112.757.

Les Comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011040544/9.

(110044955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

#### **Eurest Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 51, Parc d'Activités «Am Bann».

R.C.S. Luxembourg B 19.293.

#### *Extrait de l'assemblée générale annuelle tenue à Leudelange le 3 mars 2011*

L'Assemblée générale renouvelle les fonctions d'administrateurs de:

- Monsieur Mark WHITE
- Monsieur Jean-Marc DEMERDJIAN
- Monsieur Miguel RAMIS BARRIOS

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Jean-Marc DEMERDJIAN, administrateur délégué de la société.

Tous avec la même adresse professionnelle au 19, rue Léon Laval à L-3372 Leudelange.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

L'assemblée générale renouvelle pour la durée d'un an à la fonction de réviseur d'entreprises la société:

DELOITTE s.a. avec siège à Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Eurest Luxembourg s.a.

Référence de publication: 2011041668/20.

(110045867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

---

**The TOWER S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 123.365.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour The TOWER S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011040545/11.

(110045042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

---

**TranSpace S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 100.223.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire en date du 13 mai 2009*

Prolongation des mandats des administrateurs actuellement en fonction:

- Monsieur Alexey LAVROV - Administrateur-Délégué  
demeurant à RU-124683 Moscou, Zelenograd, 1552-96

- Monsieur Nicolay KOPTEV  
demeurant à RU-127030 Moscou, Novoslobodskaya, 11-22

- Monsieur Paul AGNES  
demeurant à L-1661 Luxembourg, 7, Grand-Rue

Le mandat des administrateurs ainsi nommés prendra fin à lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Prolongation du mandat du commissaire actuellement en fonction

- Vericom Sa

RCS Luxembourg n° B 51203

siège social à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy

Le mandat de commissaire ainsi nommé prendra fin à lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

*Décisions prises par le conseil d'administration en date du 13 mai 2009*

Prolongation du mandat de l'administrateur-délégué et du président du conseil d'administration actuellement en fonction:

- Monsieur Alexey LAVROV - Administrateur-Délégué  
demeurant à RU-124683 Moscou, Zelenograd, 1552-96

Le mandat de administrateur-délégué et du président du conseil d'administration ainsi nommé prendra fin à lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011043420/30.

(110048980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

---

**Mortgage Backed Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 103.586.

1. Les mandats des administrateurs de la Société sont renouvelés à compter du 23 mars 2010 jusqu'à assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016:

- La société MANACOR (Luxembourg) S.A., immatriculée sous le numéro B 9068 au R.C.S. de Luxembourg et ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société;
- La société MUTUA (Luxembourg) S.A., immatriculée sous le numéro B 41471 au R.C.S. de Luxembourg et ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société
- La société FIDES (Luxembourg) S.A., immatriculée sous le numéro B 41469 au R.C.S. de Luxembourg et ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société

2. L'adresse du réviseur d'entreprises agréé de la société a changé comme suit:

La société ERNST & YOUNG S.A., immatriculée sous le numéro B 51238 au R.C.S. de Luxembourg a désormais son siège social au 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mortgage Backed Investments S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Administrateur

Référence de publication: 2011042970/23.

(110047502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2011.

**Universal Business S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.017.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 106.751.

**EXTRAIT**

En date du 7 mars 2011, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Marjoleine van Oort, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat.
- Mikaël Gutierrez, 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 21 mars 2011.

Référence de publication: 2011040575/15.

(110045376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Regal Holdings Company S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 41.472.

In the year two thousand eleven on the eleventh of February.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of REGAL HOLDINGS COMPANY S.A., having its registered office in L-1931 Luxembourg, 13-15, Avenue de la Liberté, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under section B number 41472, incorporated by a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary then residing in Wiltz on September 17, 1992, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 613 of 1992. The articles of incorporation of said company have been amended by deed of Maître Paul BETTINGEN, notary then residing in Wiltz, published in the Mémorial C number 248 of 1993.

The meeting is presided by Mrs Chantal KEEREMAN, lawyer, with professional address in Luxembourg

The chairman appoints as secretary Me Candice WISER, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg

The meeting elects as scrutineer Me Renata JOKUBAUSKAITE, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg

The chairman declares and requests the notary to state that:



I. The agenda of the meeting is the following:

1. Decision to renounce to the status of holding company resulting from the abrogated law of July 31, 1929 and to adopt the status of a fully taxable financial participation company ("soparfi") with effect on January 1, 2011.

2. Subsequent amendment of the business purpose of the company set forth in article 4 of the articles of association so that it will read as follows:

"The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment, development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose."

3. Amendment of the first paragraph of article 7 of the articles of association by deleting the second sentence thereof.

4. Further amendment of article 7 of the articles of association by adding the following paragraphs at the end of the article:

"Any director of the corporation may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, or by cable or telegram, telex, telefax or other electronic transmission another member of the Board of Directors as his proxy.

The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present either in person or by proxy at such meeting.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution."

5. Amendment of article 9 of the articles of association by adding the terms "one of whom shall be a Luxembourg resident" following the reference to "two directors".

6. Amendment of the second paragraph of article 10 of the articles of association by deleting the terms "all the affairs of the corporation or of".

7. Amendment of article 12 of the articles of association so that it will read as follows:

"Except where according to the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the corporation's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the corporation shall be supervised by one or several statutory auditors. The statutory or approved auditor(s), if any, shall be appointed by the general meeting of shareholders that will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years."

8. Amendment of the first paragraph of article 13 of the articles of association by setting forth a new date for the holding of the annual general meeting and deleting the reference to the first annual general meeting.

9. Amendment of article 14 of the articles of association by deleting the reference to the first accounting year.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list having been signed by the shareholders present, the proxyholders representing the shareholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled *ne varietur* by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

III. It appears from the attendance list that all the eight hundred and sixty-six (866) shares, representing the whole share capital of eight hundred and sixty-six thousand US Dollars (USD 866,000) are represented at the present extraordinary general meeting.

IV. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

V. After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the meeting, the meeting proceeded to the agenda. The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were taken unanimously:

*First resolution*

The general meeting acknowledges the termination of the status of holding company resulting from the abrogated law of July 31, 1929 and the adoption of the status of a fully taxable financial participation company ("soparfi") effective January 1, 2011.

*Second resolution*

The general meeting decides to subsequently amend the business purpose set forth in article 4 of the articles of association so that it reads as follows:

"The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment, development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose."

*Third resolution*

The general meeting decides to amend the first paragraph of article 7 of the articles of association by deleting the second sentence thereof.

*Fourth resolution*

The general meeting decides to further amend article 7 of the articles of association by adding the following paragraphs at the end of the article:

"Any director of the corporation may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, or by cable or telegram, telex, telefax or other electronic transmission another member of the Board of Directors as his proxy.

The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present either in person or by proxy at such meeting.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution."

*Fifth resolution*

The general meeting decides to amend article 9 of the articles of association by adding the terms "one of whom shall be a Luxembourg resident" following the reference to "two directors".

*Sixth resolution*

The general meeting decides to amend article 10 of the articles of association by deleting the terms "all the affairs of the corporation or of".

*Seventh resolution*

The general meeting decides to amend article 12 of the articles of association so that it now reads as follows:

"Except where according to the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the corporation's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the corporation shall be supervised by one or several statutory auditors. The statutory or approved auditor(s), if any, shall be appointed by the general meeting

of shareholders that will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years."

*Eighth resolution*

The general meeting decides to amend the first paragraph of article 13 so that it now reads as follows:

"The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the second Monday of June at 9.00 a.m.."

*Ninth resolution*

The general meeting decides to amend article 14 of the articles of association by deleting the reference to the first accounting year.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

*Expenses*

The expenses, costs, payments or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of the present deed are estimated at approximately 1.400.-eur.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us the notary, the present original deed.

**Follows the french version:**

L'an deux mille onze, le onze février.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société REGAL HOLDINGS COMPANY S.A., société anonyme, avec siège social à, L-1931 Luxembourg, 13-15, Avenue de la Liberté, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous section B numéro 41472 constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire alors de résidence à Wiltz en date du 17 septembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 613 de 1992. Les statuts de ladite société ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire alors de résidence à Wiltz, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 248 de 1993.

La séance est présidée par Madame Chantal KEEREMAN, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Maître Candice WISER, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Renata JOKUBAUSKAITE, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Décision de renoncer au statut de société holding résultant de la loi abrogée du 31 juillet 1929 et d'adopter le statut de société de participations financières pleinement taxable ("soparfi") avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

2. Modification subséquente de l'objet social de la société figurant à l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des filiales ou sociétés affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet. "

3. Modification du premier paragraphe de l'article 7 des statuts en supprimant la deuxième phrase.

4. Modification supplémentaire de l'article 7 des statuts par l'ajout des paragraphes suivants à la fin de l'article:

"Chaque administrateur de la société peut agir à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tous autres moyens de communication électronique, un autre membre du conseil d'administration comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par mandataire.

Tout membre du conseil d'administration qui participe à une réunion du conseil d'administration via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du conseil d'administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion.

Les membres du conseil d'administration qui participent à une réunion du conseil d'administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à une telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du conseil d'administration seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique."

5. Modification de l'article 9 des statuts en ajoutant les mots "dont un sera un résident luxembourgeois" après la référence à "deux administrateurs".

6. Modification du second paragraphe de l'article 10 des statuts en supprimant les mots "de l'ensemble ou".

7. Modification de l'article 12 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Sauf lorsqu'en vertu de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les comptes annuels statutaires et/ou consolidés doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé, la société est surveillée par un ou plusieurs commissaires. Le(s) commissaire(s) ou le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s), s'il y en a un, sera(ont) nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années."

8. Modification du premier paragraphe de l'article 13 des statuts en fixant une nouvelle date pour la tenue de l'assemblée générale annuelle et en supprimant la référence à la première assemblée générale annuelle.

9. Modification de l'article 14 des statuts en supprimant la référence au premier exercice social.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

III. Il résulte de cette liste de présence que huit cent soixante-six (866) actions, représentant l'entière du capital de huit cent soixante-six mille Dollars des Etats-Unis (866.000 US\$) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV. Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, duquel les actionnaires déclarent avoir eu préalablement connaissance.

V. Ces faits exposés et reconnus exacts par le président et le bureau de l'assemblée, celle-ci passe à l'ordre du jour. Après délibération, le président met aux voix les résolutions suivantes qui ont été adoptées à l'unanimité:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale prend acte de la fin du statut de société holding résultant de la loi abrogée du 31 juillet 1929 et de l'adoption du statut de société de participations financières pleinement taxable ("soparfi") avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social figurant à l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des filiales ou sociétés affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet. "

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 7 des statuts en supprimant la deuxième phrase.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier plus amplement l'article 7 des statuts en ajoutant les paragraphes suivants à la fin de l'article:

"Chaque administrateur de la société peut agir à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tous autres moyens de communication électronique, un autre membre du conseil d'administration comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par mandataire.

Tout membre du conseil d'administration qui participe à une réunion du conseil d'administration via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du conseil d'administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion.

Les membres du conseil d'administration qui participent à une réunion du conseil d'administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à une telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du conseil d'administration seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique."

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'article 9 des statuts en ajoutant les mots "dont un sera un résident luxembourgeois" après la référence à "deux administrateurs".

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le second paragraphe de l'article 10 des statuts en supprimant les mots "de l'ensemble ou".

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'article 12 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Sauf lorsqu'en vertu de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les comptes annuels statutaires et/ou consolidés doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé, la société est surveillée par un ou plusieurs commissaires. Le(s) commissaire(s) ou le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s), s'il y en a un, sera(ont) nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années."

#### *Huitième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 13 afin de lui donner la teneur suivante:

"L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième lundi du mois de juin à 9 heures à Luxembourg à l'endroit à désigner par les convocations."

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'article 14 des statuts en supprimant la référence au premier exercice social. Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est approximativement estimé à la somme de 1.400.-eur.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, qui sont tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: C.Keereman, C.Wiser, R.Jokubauskaite, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 février 2011. Relation: EAC/2011/2074. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011023172/301.

(110027565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

**Tracol Construction S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 132.670.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2011040550/10.

(110045469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Trion Financial Services SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-5811 Fentange, 67, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 136.000.

*Extraits des Résolutions prises par l'actionnaire unique de TRION FINANCIAL SERVICES S.A. en date du 11 mars 2011*

Il résulte du procès-verbal que Monsieur Marek GRZONA, demeurant à PL-67-400 Wschowa, 22/1, ul. Lipowa, est révoqué avec effet immédiat de ses fonctions d'administrateur unique de la société.

Il résulte du procès-verbal que Monsieur Jaroslaw Zoledowski, né le 5 novembre 1967 à Gluszyca, demeurant à PL-05-075 Warszawa-Wesola, ul. Moniuszki 34, a été nommé administrateur unique de la société avec effet immédiat, en remplacement de Monsieur Marek GRZONA.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 17 mars 2011

Référence de publication: 2011040551/16.

(110044938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Bromios S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 124.879.

In the year two thousand and eleven, on the seventh day of January

Before Us, Me Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

There appeared:

Bomex B.V. , a company validly organised and existing under the laws of The Netherlands, having its registered office in Weena 327, 3013 AL, Rotterdam, registered with the Rotterdam "Kamer van Koophandel" under number 24.278.780, in its capacity as Trustee of the Bou Habib Family Settlement Trust, a trust originally set up under the laws of Gibraltar and now governed by the laws of the Netherlands here duly represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in L-4030 Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxy holder and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as aforementioned, has requested the undersigned notary to record the following:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company Bromios S.à.r.l. a "société à responsabilité limitée", having its registered office at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy



of Luxembourg incorporated by deed of notary Paul DECKER, residing in Luxembourg, on February 27<sup>th</sup> 2007, published in the Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 817 of May 8<sup>th</sup>, 2007, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 124.879, (the “Company”).

- The articles of incorporation of the Company have not been amended since. - The Company’s corporate capital is set at EUR 12.500,- (twelve thousand five hundred EURO), represented by 500 (five hundred) corporate units with a par value of EUR 25,- (twenty-five EURO) each.

- The agenda of the extraordinary general meeting of the sole shareholder of the Company is worded as follows:

*Agenda:*

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 31.500.000,- (thirty-one million five hundred thousand Euro) by issuing 1.260.000 (one million two hundred sixty thousand) new corporate units with a nominal value of EUR 25,- (twenty-five Euro) each so as to raise it from its current amount of EUR 12.500,- (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 31.512.500,- (thirty-one million five hundred twelve thousand five hundred Euro) .

2. Subscription and payment of the new corporate units by contribution in kind consisting of 150 ( one hundred and fifty) shares with a nominal value of GBP 1,- (one Pound Sterling) each, representing approximately 15 % of the issued sharecapital of Beltana Properties Ltd, a company validly incorporated under the laws of Gibraltar, now having its registered office in The Netherlands, Weena 340, NL-3013 AL Rotterdam, registered with the Rotterdam “Kamer van Koophandel” under number 24.414.673.

3. Subsequent amendment of article 5 of the articles of incorporation of the Company.

4. Miscellaneous.

The sole shareholder, having recognised to be fully informed of the foregoing agenda and having waived its right to prior convening notices, then passes the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of EUR 31.500.000,- (thirty-one million five hundred thousand Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 12.500,- (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 31.512.500,- (thirty-one million five hundred twelve thousand five hundred Euro) .

*Second resolution*

As a consequence, the sole shareholder resolved to issue 1.260.000 (one million two hundred sixty thousand) new corporate units with a nominal value of EUR 25,- (twenty-five Euro) each, having the same rights and obligations as the existing corporate units.

*Subscription - Payment*

The sole shareholder Bomex B.V., prenamed, acting in its capacity as trustee of the Bou Habib Family Settlement Trust, here duly represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of the annexed proxy declared to subscribe the 1.260.000 (one million two hundred sixty thousand) new corporate units with a nominal value of EUR 25,- (twenty-five Euro) each, Pursuant to the terms of a “Contribution Agreement” signed between the Company and Bomex B.V., prenamed, the latter declared to make payment for such new corporate units by a contribution in kind consisting of 150 (one hundred and fifty) shares with a nominal value of GBP 1,- (one Pound Sterling) each, representing approximately 15 % of the issued share capital of Beltana Properties Ltd, a company validly incorporated under the laws of Gibraltar, now having its registered office in The Netherlands, Weena 327, AL-3013 AL Rotterdam, registered with the Rotterdam “Kamer van Koophandel” under number 24.414.673.

It appears from a “Statement of Contribution Value” signed by the managers of the Company that the total value of the aforementioned contribution made to the Company amounts to EUR EUR 31.500.000,- (thirty-one million five hundred thousand Euro).

The proof of the existence, the value and the realisation of the contribution has thus been given to the Company, so that the contribution is now at the disposal of the Company.

A copy of the aforementioned “Contribution Agreement” and “Statement of Contribution Value”, after having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

*Third resolution*

As a result of the above resolutions, the meeting resolved to amend article 5 of the articles of incorporation of the Company, which will from now on read as follows:

« **Art. 5.** The corporate capital of the Company is set at EUR 31.512.500,- (thirty-one million five hundred twelve thousand five hundred Euro) divided into 1.260.500 (one million two hundred sixty thousand five hundred) corporate units with a nominal value of EUR 25,(twenty-five Euro) each.»



*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this meeting are estimated at approximately EUR 6.700,- (six thousand seven hundred Euros).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the party hereto these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof this deed has been drawn up and signed in Esch/Alzette on the day mentioned at the beginning of this deed.

After reading these minutes the proxyholder of the appearing person signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le sept janvier,

Pardevant Nous, Me Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

a comparu:

Bomex B.V., une société de droit hollandais ayant son siège social aux Pays-Bas, à Weena 327, 3013 AL, Rotterdam, immatriculée à la "Kamer van Koophandel" de Rotterdam sous le numéro 24.278.780, en sa qualité de Trustee du Bou Habib Family Settlement Trust, un trust établi originairement sous le droit de Gibraltar et maintenant régi par le droit des Pays-Bas,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à L-4030 Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

Le comparant, représenté comme ci-avant indiqué, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Le comparant est l'unique associé de la société à responsabilité limitée Bromios S.à.r.l. avec siège social à 52-54, avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.879, constituée par acte du notaire Paul Decker, de résidence à Luxembourg, du 27 février 2007, publié au Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 817 du 8 mai 2007 (la "Société").

- Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors.

- Le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales avec une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euros) chacune.

- L'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire de l'unique associé de la Société est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 31.500.000,- (trente-et-un millions cinq cent mille euros) par la création et l'émission de 1.260.000,-(un million deux cent soixante mille) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euros) chacune pour le porter de son montant actuel de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros) à EUR 31.512.500,- (trente-et-un millions cinq cent douze mille cinq cents Euros).

2. Souscription et libération des nouvelles parts sociales moyennant apport en nature de 150 (cent cinquante) actions d'une valeur nominale de GBP 1,- (une Livre Sterling) chacune, représentant 15 % du capital social émis de Beltana Properties Ltd, une société constituée à Gibraltar et ayant maintenant son siège social aux Pays-Bas, Weena 340, NL-3013 AL Rotterdam, immatriculée à la "Kamer van Koophandel" de Rotterdam sous le numéro 24.414.673.

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société.

4. Divers.

L'unique associé, après s'être déclaré parfaitement informé de l'ordre du jour ci-avant exposé et ayant renoncé à des convocations préalables, a alors pris les résolutions suivantes:

*Première Résolution*

L'unique associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 31.500.000,- (trente-et-un millions cinq cent mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros) à EUR 31.512.500,(trente-et-un millions cinq cent douze mille cinq cents Euros).

*Deuxième Résolution*

En conséquence, l'unique associé a décidé d'émettre 1.260.000,- (un million deux cent soixante mille) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euros) chacune, avec les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

*Souscription - Libération*

L'unique associé Bomex B.V., pénomné, agissant en sa qualité de trustee du Bou Habib Family Settlement Trust, ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, agissant en vertu de la procuration annexée déclare souscrire les 1.260.000,- (un million deux cent soixante mille) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,(vingt-cinq euros) chacune.

Conformément aux stipulations d'un "Contribution Agreement" signé entre la Société et Bomex B.V., prénommée, cette dernière a libéré les nouvelles parts sociales par un apport en nature de 150 (cent cinquante) actions d'une valeur nominale de GBP 1,- (une Livre Sterling) chacune, représentant environ 15 % du capital social émis de Beltana Properties Ltd, une société constituée à Gibraltar et ayant maintenant son siège social aux Pays-Bas, Weena 340, NL-3013 AL Rotterdam, immatriculée à la "Kamer van Koophandel" de Rotterdam sous le numéro 24.414.673.

Il résulte d'un «Statement of Contribution Value» signé par les gérants de la Société, que la valeur globale du prêt apport fait à la Société équivaut à EUR 31.500.000,- (trente-et-un millions cinq cent mille euros).

Ainsi, la preuve de l'existence, de la valeur et de la réalisation de l'apport a été fournie à la Société, de sorte que l'apport se trouve désormais à la disposition de la Société.

Une copie du "Contribution Agreement" et du "Statement of Contribution Value", dont il a été question ci-avant, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

*Troisième résolution*

En conséquence des résolutions prises ci-avant, l'assemblée a décidé de modifier l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à EUR 31.512.500,- (trente-et-un millions cinq cent douze mille cinq cents Euros) représenté par 1.260.500,- (un million deux cent soixante mille cinq cents) parts sociales avec une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.»

*Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, en raison de cette assemblée sont évalués approximativement à EUR 6.700,- (six mille sept cents euros).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Après lecture et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 janvier 2011. Relation: EAC/2011/588. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011021638/164.

(110026561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

**Ecka Granules Holding III S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Ecka Holding III S.à r.l.).**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 155.479.

In the year two thousand and eleven, on the seventh day of February.

Before us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared

The company Ecka Granules Holding I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered seat at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 155464,

duly represented by Mr. Arnaud MONNIER, lawyer, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, having been signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, represented as mentioned above, has requested the undersigned notary to state that it is the sole member (the "Sole Member") of the company Ecka Holding III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 155479, incorporated by a deed of the undersigned notary, dated August 25, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2280 on October 26, 2010, whose articles have been amended by a deed of the undersigned notary dated November 26<sup>th</sup>, 2010, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company").

Such appearing party, represented as mentioned above, in its capacity of Sole Member of the Company requested the undersigned notary to state its following resolutions:

*First resolution*

The Sole Member resolved to change the name of the Company in Ecka Granules Holding III S.à r.l..

*Second resolution*

The Sole Member resolved to amend article 1 of the articles of association so as to reflect the above change of name. Consequently, article 1 of the articles of association of the Company shall read as follows:

"There is hereby formed a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Ecka Granules Holding III S.à r.l. (hereinafter the "Company") which will be governed by Luxembourg laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended and by the present Articles of Incorporation."

*Third resolution*

The Sole Member resolved to authorize any manager of the Company to do everything necessary and incidental to the above resolutions.

*Costs*

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately nine hundred and fifty Euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, the same signed together with the notary the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le sept février.

Par-devant Nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

*A comparu:*

La société Ecka Granules Holding I S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés Luxembourg, sous le numéro B 155464,

ici représentée par Maître Arnaud MONNIER, avocat, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, représentée comme ci-avant mentionné, a demandé au notaire instrumentant de noter qu'elle est l'associée unique (l'"Associé Unique") de la société Ecka Holding III S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, sous le numéro B 155479, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 25 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2280, le 26 octobre 2010, dont les statuts ont été modifiés par acte du notaire instrumentaire daté du 26 novembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci après la "Société").

Ladite partie comparante, représentée de la manière décrite ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique, a demandé au notaire instrumentant de noter ses résolutions comme suit:

*Première résolution*

L'Associé Unique a décidé de changer la dénomination sociale de la Société en Ecka Granules Holding III S.à r.l..

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 1 des statuts de la société afin de refléter le changement de dénomination sociale ci-avant.

En conséquence, l'article 1 des statuts de la société est remplacé par le texte qui suit:

"Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de Ecka Granules Holding III S.à r.l. (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts."

*Troisième résolution*

L'Associé Unique a décidé d'autoriser tout gérant de la Société d'effectuer toutes les formalités nécessaires en relation avec les présentes résolutions.

*Frais*

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à neuf cent cinquante euros.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture au mandataire, il a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Arnaud MONNIER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 9 février 2011. Relation GRE/2011/669. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 17 février 2011.

Référence de publication: 2011024120/93.

(110029792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

**Talent Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 67.147.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2011040554/11.

(110045571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Ardilla Segur SA, Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 137.746.

*Extrait des minutes du conseil d'administration de la société tenu le 22 mars 2011 à 10h00*

Le conseil d'administration décide de renouveler le mandat de VAN CAUTER -SNAUWAERT & CO S.à.R.L., avec siège social au 43, Route d'Arlon L - 8009 Strassen, enregistré sous le numéro B52610 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg en tant que Réviseur Externe de la Société concernant l'audit des comptes annuels se clôturant le 31 décembre 2011.

Fait à Luxembourg, le 22 mars 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011040814/17.

(110046364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

**Solidus Private Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 136.155.

—  
In the year two thousand and ten.

On the thirtieth of December.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg).

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of the private limited company Solidus Private Equity S.à r.l., with registered office in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg section B number 136155, incorporated by a deed of the undersigned notary, on December 21, 2007, published in the Mémorial C number 599 of March 11, 2008,

having a share capital of twelve thousand and six hundred Euro (EUR 12,600.-) represented by five hundred and four (504) sharequotas of twenty five Euro (EUR 25.-) each.

The meeting is presided by Mrs Christina SCHMIT, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Françoise HÜBSCH, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr. Alain THILL, private employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The board having thus been formed the chairman states and asks the notary to enact:

That the shareholders present or represented, the proxy-holders of the represented shareholders as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been checked and signed by the shareholders who are present, the proxy-holders of the represented shareholders and the undersigned notary, shall be kept at the latter's office.

The proxies of the represented shareholders, after having been signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

It results from the said attendance list that all the issued shares are present or represented, so that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

*Agenda:*

1. Resolution to dissolve the company and to liquidate its assets.

2. Appointment of the private limited company I.L.L. Services S.à r.l., having its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, registered with the Trade and Companies register of Luxembourg section B number 153141, as liquidator with the broadest power provided for by the law of August 10, 1915 on commercial companies, especially with the right to perform any action that is mentioned in the Articles 144 and 145 of the law of August 10, 1915, without having to apply for prior approval of the shareholders' meeting.

3. Discharge to the managers, Mr. Jan GIESSLER, Mr. Luca WARNKE and Mr. Philippe GRAF SCHENK VON STAUFFENBERG for the performance of their mandate until the dissolution of the company.

After deliberation, the following resolutions were taken by the meeting by unanimous vote.

*First resolution*

The meeting decides to dissolve the company and to liquidate its assets.

*Second resolution*

The meeting decides to appoint as liquidator of the company:

The private limited company I.L.L. Services S.à r.l., having its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, registered with the Trade and Companies register of Luxembourg section B number 153141, with the broadest power provide by the law of August 10, 1915 on commercial companies, especially with the right to perform any action that is mentioned in the Articles 144 and 145 of the law of August 10, 1915, without having to apply for prior approval of the shareholders' meeting.

*Third resolution*

The meeting gives full discharge to the managers of the company, Mr. Jan GIESSLER, Mr. Luca WARNKE and Mr. Philippe GRAF SCHENK VON STAUFFENBERG, for the performance of their respective mandates until the dissolution of the Company.

### Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at seven hundred and fifty Euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that at the request of the attorney the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same attorney, in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

### **Folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendzehn, den dreissigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Grossherzogtum Luxemburg),

versammelt sich die ausserordentliche Generalversammlung der Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Solidus Private Equity S.à r.l., mit Sitz in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, eingetragen im Handels-und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter der Sektion B Nummer 136155, welche gegründet wurde gemäss Urkunde, aufgenommen am 21. Dezember 2007 durch den unterzeichneten Notar, und veröffentlicht im Mémorial C Nummer 599 vom 11. März 2008,

mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600,-), dargestellt durch fünfhundertvier (504) Anteile von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

Die Sitzung wird unter dem Vorsitz von Frau Christina SCHMIT, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, eröffnet.

Die Vorsitzende bestimmt Frau Françoise HÜBSCH, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, zur Sekretärin.

Die Generalversammlung erwählt Herrn Alain THILL, Privatangestellter, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, zum Stimmzähler.

Die Versammlung somit zusammengesetzt, bitte die Vorsitzende den Notar zu beurkunden:

Das die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter, die Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter sowie die Zahl der in ihrem Besitz befindlichen Aktien in eine Anwesenheitsliste eingetragen sind, welche von den anwesenden Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschaftern und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet und kontrolliert wurde; im Büro des Letzteren aufbewahrt werden.

Die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter bleiben nach "ne varietur" Unterzeichnung durch die erschienenen Parteien und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Es ergibt sich aus der vorgenannten Anwesenheitsliste, dass alle ausgegebenen ausgegebenen Anteile anwesend oder vertreten sind, so dass die gegenwärtige Versammlung ordnungsgemäss konstituiert ist und somit rechtsgültig über die Punkte der Tagesordnung, die wie folgt lautet, beraten können:

### *Tagesordnung*

1) Vorzeitige Auflösung der Gesellschaft und Liquidierung ihrer Aktiva.

2) Ernennung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung I.L.L. Services S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, eingeschrieben in das Handelsund Gesellschaftsregister Luxemburgs unter der Sektion B Nummer 153141, zum Liquidator mit den weitestgehenden Befugnissen, welche das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften ermöglicht, insbesondere mit der Berechtigung, alle Handlungen durchzuführen, welche in den Artikeln 144 und 145 des Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehen sind, ohne die vorherige Genehmigung der Hauptversammlung beantragen zu müssen.

3) Volle und uneingeschränkte Entlastung der Geschäftsführer, der Herren Jan GIESSLER, Luca WARNKE und Philippe GRAF SCHENK VON STAUFFENBERG, für ihre Tätigkeit bis zur Auflösung der Gesellschaft.

Die Generalversammlung fasst nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

### *Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst, die Gesellschaft aufzulösen und ihre Aktien zu liquidieren.

### *Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst, die Gesellschaft mit beschränkter Haftung I.L.L. Services S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, eingeschrieben im Handels-und Gesell-



schaftsregister Luxemburg unter der Sektion B Nummer 153141, zum Liquidator zu ernennen mit den weitestgehenden Befugnissen, welche das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften ermöglicht, insbesondere mit der Berechtigung, alle Handlungen durchzuführen, welche in den Artikeln 144 und 145 des Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehen sind, ohne die vorherige Genehmigung der Hauptversammlung beantragen zu müssen

#### *Dritter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst, den Geschäftsführern, den Herren Jan GIESSLER, Luca WARNKE und Philippe GRAF SCHENK VON STAUFFENBERG volle und uneingeschränkte Entlastung für ihre Tätigkeit bis zur Auflösung der Gesellschaft zu erteilen.

#### *Kosten*

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt siebenhundertfünfzig Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Sitzung aufgehoben.

#### *Erklärung*

Der unterzeichnete Notar, welcher die deutsche und die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Antrag der Komparentin die gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache verfasst worden ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Antrag derselben Komparentin und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text ist die englische Version massgebend.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienenen Parteien, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde zusammen mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Christina SCHMIT, Françoise HÜBSCH, Alain THILL, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 janvier 2011. Relation GRE/2011/274. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE.

Junglinster, den 17. Februar 2011.

Référence de publication: 2011024413/135.

(110029551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

#### **Financière Epidus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 79.838.

L'an deux mille dix, le dix-sept décembre à 11.00 heures.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "FINANCIERE EPIDUS S.A.", ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 79, Route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 79.838, constituée suivant acte reçu le 14 décembre 2000, publié au Mémorial C numéro 603 du 7 août 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Frédéric NOEL, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert JANSSEN, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par la présidente, la secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les 500 (cinq cents) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentés à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Décision sur la mise en liquidation de la société;
2. Décharge aux organes de la société;



3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;

4. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation volontaire.

*Deuxième résolution:*

L'assemblée décide de donner décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leur mandat à compter de ce jour.

*Troisième résolution:*

L'assemblée nomme comme liquidateur:

Monsieur Eduard FOMIN, né à Galitsino (Russie) le 24 décembre 1974, demeurant professionnellement à 119019 Moscou (Russie), Vozdvizhenka Street 9, Floor 1.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la société aux actionnaires, proportionnellement au nombre de leurs actions, en nature ou en numéraire.

Il peut notamment, et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, vendre, échanger et aliéner tous biens tant meubles qu'immeubles et tous droits y relatifs; donner mainlevée, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions; dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges; céder tous rangs d'inscription; faire tous paiements, même s'ils n'étaient pas de paiements ordinaires d'administration; remettre toutes dettes; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux; proroger toutes juridictions; renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. NOEL, H. JANSSEN, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 22 décembre 2010. Relation: LAC/2010/57847. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 31 décembre 2010.

Référence de publication: 2011024154/61.

(110029783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

**TELITAL PARTECIPAZIONI S.A., Industrie per le Telecomunicazioni, Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 50.677.

Les comptes annuels au 30 avril 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

TELITAL PARTECIPAZIONI S.A., INDUSTRIE PER LE TELECOMUNICAZIONI

Référence de publication: 2011040560/11.

(110045512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**Thamaniah S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 36.980.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2009 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour THAMANIAH S.A.

Société anonyme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011040561/14.

(110044939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

**HTI S.A., HiTec Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 131.655.

—  
*Extrait des résolutions circulaires du conseil du conseil d'administration du 31 janvier 2011*

1. Est nommé président du conseil d'administration Monsieur Claudio MASCIALINO, entrepreneur, demeurant à Via Magellano 8, 25080 Molinetto di Mazzano (Brescia), Italie,

qui déclare accepter.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

2. Est nommé administrateur-délégué avec pouvoir de gestion journalière sous sa seule signature Monsieur Alessandro PINI, dirigeant d'entreprises, demeurant à via des Filarete 28, 50143 Florence, Italie,

qui déclare accepter.

La durée de son mandat d'administrateur-délégué sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de sa fonction d'administrateur-délégué.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 2 février 2010.

Référence de publication: 2011043297/22.

(110049099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

**New Dawn MEP EPP Issuer CO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 156.912.

—  
In the year two thousand and ten, on the 19<sup>th</sup> day of October.

Before Maître Jacques Delvaux, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholder of "New Dawn MEP EPP Issuer Co S.A." (hereinafter the "Company"), a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending, having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 18 October 2010 and whose articles of incorporation have not been published yet in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Articles"). The Articles have not been amended since.

The meeting is presided by Mrs Caroline RONFORT; employee, residing professionally in Luxembourg, who appoints as secretary Mrs Bénédicte COLLEAUX, employee, residing professionally in Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. To increase the Company's share capital by an amount of one cent CHF (CHF 0.01), so as to raise it from its present amount of forty-five thousand CHF (CHF 45,000) up to forty-five thousand CHF and one cent (CHF 45,000.01) by the issue of one (1) share, having a par value of one cent CHF (CHF 0.01) and having the same rights and obligations as the existing shares.

2. To amend article 5.1.1 of the Articles further to the above resolution.

3. To issue fifty five thousand (55,000) beneficial units (parts bénéficiaires) for an aggregate amount of fifty five thousand CHF (CHF 55,000).

4. To create a new chapter, "C - Beneficial Units" and determine the rights and obligations governing the beneficial units issued from time to time by the Company.

5. To renumber the Articles further to the above resolutions.

II. - That the shareholder represented, the proxyholder of the represented shareholder and the number of its shares is shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholder and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxy of the represented shareholder, initialled *ne varietur* by the appearing party will also remain annexed to the present deed.

III. - That the entire share capital being represented at the present meeting and the shareholder represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the meeting of the shareholder takes the following resolutions:

*First resolution*

The shareholder's meeting resolves increase the Company's share capital by an amount of one cent CHF (CHF 0.01), so as to raise it from its present amount of forty-five thousand CHF (CHF 45,000) up to forty-five thousand CHF and one cent (CHF 45,000.01) by the issue of one (1) share, having a par value of one cent CHF (CHF 0.01) and having the same rights and obligations as the existing shares.

The new share has been subscribed by "New Dawn MEP Holdco S.à r.l.", prenamed, fully paid up by a contribution in cash.

The total contribution of thirteen million nine hundred eighty-six thousand two hundred sixty-two CHF (CHF 13,986,262) will be allocated as follows: (i) one cent CHF (CHF 0.01) to the share capital of the Company, and (ii) thirteen million nine hundred eighty-six thousand two hundred sixty-one CHF and ninety-nine cents (CHF 13,986,261.99) to the share premium account of the Company.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary by a bank certificate and a proxy.

*Second resolution*

As a consequence of the above-mentioned resolutions, Article 5.1.1 of the articles of incorporation of the Company is amended and now reads as follows:

**Art. 5.1.1.** "The Company's issued share capital is set at forty-five thousand CHF (CHF 45,000.01), consisting of four million five hundred and one (4,500,001) shares having a par value of one cent CHF (CHF 0.01) each."

*Third resolution*

The shareholder's meeting resolves to issue fifty-five thousand (55,000) beneficial units (parts bénéficiaires) for an aggregate amount of fifty five thousand CHF (CHF 55,000) governed by the Articles as amended according to the fourth resolution of this meeting.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary by bank certificate.

*Fourth resolution*

The shareholder's meeting resolves to amend the Articles and to create a new chapter C - Beneficial units, which shall read as follows:

**C. Beneficial units**

**9.1. Beneficial units.** In addition to the shares, fifty-five thousand (55,000) beneficial units (parts bénéficiaires), without par value and not forming part of the share capital of the Company, have been issued and are fully paid up. The beneficial units issued by the Company from time to time shall be governed by the provisions of this Chapter C.

**9.2. Form of the beneficial units / beneficial units indivisibility.**

9.2.1 The beneficial units are in registered form and the holders of beneficial units cannot request to convert the beneficial units in bearer form.

9.2.2 The ownership of the beneficial units is evidenced by the entry in the beneficial units register, held at the registered office of the Company. The beneficial unit register will evidence the (i) subscriptions, (ii) transfers and (iii) cancellation of the beneficial units.

9.2.3 Towards the Company, the beneficial units are indivisible, since only one owner is admitted per beneficial unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**9.3. Issuance of beneficial units.**

9.3.1 The number of beneficial units may be increased or reduced by resolution of the shareholders' meeting adopted in the manner legally required for amending the Articles.

9.3.2 The beneficial units have to be fully paid up at the time of subscription.

9.3.3 The subscription of beneficial units shall be documented by a subscription agreement and shall be recorded in the beneficial unit register by any two directors.

#### **9.4. Voting rights.**

9.4.1 The beneficial units shall have no voting rights at any ordinary or extraordinary shareholders' meeting of the Company (including without limitation shareholders' meetings deliberating on the liquidation of the Company, the amendments to the Articles or its corporate object, the appointment or removal of its directors), except for shareholders' meetings deliberating on the amendments to the beneficial units' rights.

9.4.2 In case of resolutions deliberating on the amendments to the beneficial units' rights, the holders of beneficial units shall be convened in the same manner as the shareholders of the Company. The votes of the holders of beneficial units shall be taken into account in the calculation of the quorum and majority conditions. Each beneficial unit shall entitle its holder to one vote.

#### **9.5. Economic rights.**

9.5.1 The beneficial units and the shares of the Company shall rank *pari passu* in terms of economic rights.

9.5.2 Each beneficial unit shall entitle its holder to a dividend right and a liquidation boni equal to the dividend right or liquidation boni right attached to a share representing the share capital.

#### *Fifth resolution*

The shareholder's meeting resolves to renumber the Articles further to the above resolutions.

#### *Estimate of costs.*

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed at about EUR 4,600.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by her surname, christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le dix-neuf octobre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire de la société New Dawn MEP EPP Issuer Co S.A. (la "Société"), une société anonyme existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont l'enregistrement auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg est en cours, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant un acte du notaire soussigné, en date du 18 octobre 2010, dont les statuts n'ont pas encore été publiés dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (les "Statuts"). Les Statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée est présidée par Mme Caroline RONFORT, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui nomme comme secrétaire Mme Bénédicte COLLEAUX, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui est également élu comme scrutateur par l'assemblée générale.

Le conseil de l'assemblée étant constitué, le président déclare et requiert du notaire de prendre acte de ce qui suit:

I- L'ordre du jour de la réunion est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Augmenter le capital social de la Société à concurrence de un centime CHF (CHF 0.01), afin de le porter de son montant actuel de quarante-cinq mille CHF (CHF 45.000,-) jusqu'à quarante-cinq mille CHF et un centime (CHF 45.000,01-) par l'émission d'une (1) action, d'une valeur nominale de un centime CHF (CHF 0.01) et ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2. Modifier l'article 5.1.1 des Statuts suite à la résolution ci-dessus.

3. Emettre cinquante-cinq mille (55.000) parts bénéficiaires pour un montant total de cinquante-cinq mille CHF (CHF 55.000).

4. Créer un nouveau chapitre, "C - Parts Bénéficiaires" et déterminer les droits et obligations attribués aux parts bénéficiaires émises de temps à autres par la Société.

5. Renommer les Statuts suite aux résolutions ci-dessus.

II.- L'actionnaire représenté, le représentant de l'actionnaire représenté et le nombre de ses actions apparaissent sur la liste de présence; cette liste de présence, signée par le représentant de l'actionnaire représenté et de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités de l'enregistrement. La procuration de l'actionnaire représenté, paraphée "ne varietur" par le comparant, restera annexée au présent acte.

III.- L'intégralité du capital social est présent ou représenté à cette assemblée et l'actionnaire représenté déclare avoir reçu et pris connaissance de l'ordre du jour avant cette assemblée, sans y apporter la moindre réserve.

IV.- La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points inscrits à l'ordre du jour.

Il s'en suit que l'assemblée adopte les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de un centime CHF (CHF 0.01), afin de le porter de son montant actuel de quarante-cinq mille CHF (CHF 45.000,-) jusqu'à quarante-cinq mille CHF et un centime (CHF 45.000,01-) par l'émission d'une (1) action, d'une valeur nominale de un centime CHF (CHF 0,01) et ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

La nouvelle action sera souscrite par "New Dawn MEP Holdco S.à r.l.", prénommée, entièrement libérée par un apport en espèces.

L'apport total d'un montant global de treize millions neuf cent quatre-vingt six mille deux cent soixante deux CHF (CHF 13.986.262) sera alloué tel qu'il suit: (i) un centime CHF (CHF 0,01) au capital social de la Société, et (ii) treize millions neuf cent quatre-vingt six mille deux cent soixante et un CHF et quatre-ving-dix-neuf centimes (CHF 13.986.261,99) au compte de prime d'émission de la Société.

Les documents justificatifs de la souscription et du montant de l'apport ont été présentés au notaire soussigné par procuration et certificat bancaire.

#### *Deuxième résolution*

Suite à cette augmentation de capital, l'article 5.1.1 des Statuts est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

**Art. 5.1.1.** "Le capital social de la Société est fixé à la somme de quarante cinq mille CHF et un centime (CHF 45.000,01) représenté par quatre millions cinq cent mille et une (4.500.001) actions, ayant chacune une valeur nominale de un centime CHF (CHF 0,01)."

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide d'émettre cinquante-cinq mille (55.000) parts bénéficiaires pour un montant de cinquante-cinq mille CHF (CHF 55.000) régies par les Statuts tels que modifiés par la quatrième résolution de cette assemblée.

La preuve de l'existence et du montant de l'apport a été rapportée au notaire soussigné.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de modifier les Statuts et de créer un nouveau chapitre C - Parts bénéficiaires, qui aura la teneur suivante:

### **C. Parts bénéficiaires**

**9.1. Parts bénéficiaires.** En plus des actions, cinquante-cinq mille (55,000) parts bénéficiaires, sans valeur nominale et ne rentrant pas dans le capital social de la Société, ont été émises et intégralement libérées. Les parts bénéficiaires émises de temps à autres seront régies par les dispositions de ce Chapitre C.

#### **9.2. Forme des parts bénéficiaires et indivisibilité.**

9.2.1 Les parts bénéficiaires sont sous forme nominative et les détenteurs de parts bénéficiaires ne peuvent pas demander leur conversion en titre au porteur.

9.2.2 La propriété des parts bénéficiaires est établie par le registre des parts bénéficiaires tenu au siège social de la Société. Le registre des parts bénéficiaires établira les (i) souscriptions, (ii) transferts et (iii) annulation des parts bénéficiaires.

9.2.3 Envers la Société, les parts bénéficiaires sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part bénéficiaire est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

#### **9.3. Emission des parts bénéficiaires.**

9.3.1 Le nombre de parts bénéficiaires peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée selon les dispositions légales applicables pour modifier les statuts de la Société.

9.3.2 Les parts bénéficiaires doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

9.3.3 La souscription aux parts bénéficiaires sera documentée par un contrat de souscription et sera enregistrée dans le registre des parts bénéficiaires par deux administrateurs.

#### 9.4. Droit de vote.

9.4.1 Les parts bénéficiaires ne donneront aucun droit de vote aux assemblées générales ordinaires ou extraordinaires de la Société (y compris sans limitation les assemblées générales délibérant sur la liquidation de la Société, les modifications aux statuts de la Société ou son objet social, la nomination ou la révocation des administrateurs), sauf pour les assemblées générales délibérant sur des modifications aux droits des détenteurs de parts bénéficiaires.

9.4.2 Dans le cas de résolutions portant modification aux droits des détenteurs de parts bénéficiaires, les détenteurs de parts bénéficiaires seront convoqués de la même manière que les actionnaires de la Société. Les voix des détenteurs de parts bénéficiaires seront prises en compte dans le calcul du quorum et des conditions de majorités. Chaque part bénéficiaire donnera droit à une voix.

#### 9.5. Droits économiques.

9.5.1 Les parts bénéficiaires et les actions de la Société auront des droits égaux en terme de droits économiques.

9.5.2 Chaque part bénéficiaire donnera droit à son détenteur un droit au dividende et un droit au boni de liquidation égal au droit au dividende et au droit au boni de liquidation accordé à une action du capital social.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide de renuméroter les Statuts suite aux résolutions ci-dessus.

#### *Coûts*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à EUR 4.600.-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. RONFORT, B. COLLEAUX, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 27 octobre 2010. LAC/2010/47123. Reçu soixante quinze Euros (EUR 75.-).

*Le Receveur (signé): F. SANDT.*

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société prénommée, aux fins de dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Luxembourg, le 28 November 2010.

Référence de publication: 2011023127/217.

(110027680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

#### **Tignanello Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 70.991.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2011040564/11.

(110045566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

#### **LSF Japan Hotel Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.466.125,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 117.888.

#### **EXTRAIT**

Lors d'une assemblée générale extraordinaire des associés de la Société, les associés ont pris acte de la démission, en date du 10 mars 2011, de Monsieur Alain Heinz de sa fonction de gérant indépendant de la Société.

En remplacement du gérant démissionnaire, l'assemblée générale a nommé gérants A de la Société, en date du 10 mars 2011 et pour une durée indéterminée, les personnes suivantes:



- Monsieur Michael Duke Thomson, gérant A, ayant son adresse professionnelle à North Haskell Avenue 2711, Suite 1800, 75204 Dallas, Texas, Etats-Unis d'Amérique;
- Monsieur Philippe Detournay, gérant A, ayant son adresse professionnelle au 7, rue Robert Stumper, à L-2557 Luxembourg; et
- Monsieur Philippe Jusseau, gérant A, ayant son adresse professionnelle au 7, rue Robert Stumper, à L-2557 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme  
LSF Japon Hotel Investments II S.à.r.l.  
Signature  
Un mandataire

Référence de publication: 2011043332/23.

(110049182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

---

**Euroeastern S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 104.389.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 17 mars 2011*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Madame Helena Tonini-Di Vito, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.

- En vertu de l'article 51 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, le Conseil d'administration constate qu'une place d'administrateur est vacante et décide de coopter en remplacement Monsieur Tiziano Arcangeli, employé privé, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Pour extrait conforme  
Pour la Société  
Signature  
Un mandataire

Référence de publication: 2011041669/20.

(110046013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

---

**Fintecno S.A., Société Anonyme,  
(anc. Fintecno Holding S.A.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 83.283.

—  
L'an deux mil dix, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch.

Se réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding de droit luxembourgeois dénommée FINTECNO HOLDING S.A., ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 83.283, constituée en date du 3 août 2001 suivant un acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 99 du 18 janvier 2002.

L'assemblée est présidée par Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Carine GRUNDHEBER, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Gentiane PREAUX, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I. - Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. - Il ressort de la liste de présence que les 50.000 (cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III. - L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Modification du statut de la société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une société de participations financières.

2. Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

3. Changement de la dénomination de la société de «FINTECNO HOLDING S.A.» en «FINTECNO S.A.» et modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination de FINTECNO S.A..»

4. Instauration d'un nouveau capital autorisé de EUR 5.000.000 avec émission d'actions nouvelles et autorisation à donner au conseil d'administration de limiter et même de supprimer le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires et d'émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé.

5. Modification de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 500.000 (cinq cent mille euros) représenté par 50.000 (cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 5.000.000 (cinq millions d'euros) qui sera représenté par 500.000 (cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 2015, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

6. Afin d'adapter les statuts de la société à la loi du 25 août 2006 modifiant la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, modification des articles 7, 11 et 16 pour leur donner la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.»

« **Art. 11.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.»

« **Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.»

7. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle du deuxième vendredi du mois de septembre au deuxième vendredi du mois de juin et pour la première fois en 2011.

8. Modification du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 15 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième vendredi du mois de juin à 14.00 heures.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide d'abandonner le régime fiscal instauré par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et d'adopter le statut d'une société de participations financières.

L'assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les modifications envisagées.

#### *Deuxième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la société de FINTECNO HOLDING S.A. en FINTECNO S.A. et de modifier en conséquence l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination de FINTECNO S.A..»

#### *Quatrième résolution*

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration établi en conformité avec l'article 32-3 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée décide d'instaurer un nouveau capital autorisé de EUR 5.000.000 (cinq millions d'euros), et d'autoriser le conseil d'administration, pendant une période de cinq ans prenant fin le 27 décembre 2015 à augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé, par la création et l'émission de nouvelles actions, sans toutefois réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration est également autorisé à émettre des obligations ordinaires ou convertibles, dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé et dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié.

#### *Cinquième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 500.000 (cinq cent mille euros) représenté par 50.000 (cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 5.000.000 (cinq millions d'euros) qui sera représenté par 500.000 (cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 27 décembre 2015, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

#### *Sixième résolution*

Afin d'adapter les statuts de la société à la loi du 25 août 2006 modifiant la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée décide de modifier les articles 7, 11 et 16 des statuts pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.»

« **Art. 11.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.»

« **Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.»

### *Septième résolution*

L'assemblée décide de changer la date de l'assemblée générale annuelle du deuxième vendredi du mois de septembre au deuxième vendredi du mois de juin et pour la première fois en 2011.

### *Huitième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 15 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième vendredi du mois de juin à 14.00 heures.»

### *Clôture*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. M. Tonelli, C. Grundheber, G. Preaux, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 décembre 2010. Relation: RED/2010/2113. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 27 janvier 2011.

Référence de publication: 2011023559/207.

(110028123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2011.

### **Verillon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9408 Vianden, 1, rue Gaessel.

R.C.S. Luxembourg B 152.675.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011040576/9.

(110044998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

### **Artvalue.Com, Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-7213 Bereldange, 8, am Becheler.

R.C.S. Luxembourg B 54.750.

L'an deux mil onze, le huit février.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Artvalue.Com", avec siège social à L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II,

constituée sous la dénomination de FLASH S.A. suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, alors notaire de résidence à Hesperange en date du 29 avril 1996, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 372 du 3 août 1996,

modifié pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 02 juillet 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1919 du 05 août 2008, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 54.750.

L'assemblée est ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Paul WEILER, employé privé, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Nadine GLOESNER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Philippe MORENO, éditeur, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

- 1.- Transfert du siège social vers L-7213 Bereldange, 8, Am Becheler.
- 2.- Modification de la première phrase de l'article 2 des statuts.
- 3.- Divers.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

*Unique résolution*

L'assemblée générale transfère le siège social vers L-7213 Bereldange, 8, Am Becheler et modifie en conséquence la première phrase de l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2. (1<sup>ère</sup> phrase).** Le siège social est établi dans la Commune de Walferdange.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14.45 heures.

*Frais.*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à environ 800,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. WEILER, N. GLOESENER, P. MORENO, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 09 février 2011. Relation: LAC/2011/6659. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

*Le Receveur (signé): Francis SANDT.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 14 février 2011.

Référence de publication: 2011024020/57.

(110029194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

---

**Hospitality Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 99.305.

*Extrait des Résolutions de l'associé unique du 15 mars 2011.*

L'associé unique de Hospitality Services S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission des gérants suivants avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2011:

\* Luxembourg Corporation Company S.A.

- de nommer le gérant suivant avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2011 et ce pour une durée illimitée:

\* Alexandra Petitjean, né le 22 juillet 1979 à Remiremont, France, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Alexandra Petitjean.

Référence de publication: 2011040655/16.

(110044508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2011.

---